

# La norme ISO27701 pour l'implémentation d'un PIMS

Club 27001

Réunion parisienne

21 janvier 2021



Amélie PAGET  
Consultante indépendante -  
Protection des données personnelles  
Formatrice HS2

# Norme ISO27701

## Pour l'implémentation d'un PIMS



**Amélie PAGET**

**Consultante indépendante**

Protection des données personnelles

Formation et Conseil

*Audit & Accompagnement*

*DPO externe & Adjoint DPO*

*Management de la protection des données*

*Sensibilisation & Formation*

*[Apaget.consultant@gmail.com](mailto:Apaget.consultant@gmail.com)*

1. Norme ISO27701
2. Atouts de la norme
3. Articulation avec les autres normes ISO *Privacy*
4. Rapports avec le RGPD
5. Difficultés de mise en œuvre d'un PIMS

# Norme ISO27701

1 & 2

La norme ISO27701  
& ses atouts

### ISO 27701:2019

### Extension d'ISO/IEC 27001 et ISO/IEC 27002 au management de la protection de la vie privée – Exigences et lignes directrices

*Security techniques – Extension to ISO/IEC 27001 and ISO/IEC 27002 for privacy information management – Requirements and guidelines*

1<sup>ère</sup> édition 2019-08

En Anglais et en Français

80 pages (Fr)

**Norme Internationale** qui permet de :

- Intégrer les exigences et bonnes pratiques en matière de vie privée à un **système de management**
  - Processus documenté, pérenne, auditable ; amélioration continue
- **Certifier** un système de management de protection de la vie privée
  - Ou **PIMS – Privacy Information Management System**
- Renforcer la confiance : **Atout business** pour les fournisseurs de produits et prestataires de services impliquant des DCP
- Offrir un parfait **outils de gouvernance** de la vie privée pour les DPO et une vision **opérationnelle**

### Points de vigilance

La certification ISO27701 est un projet lourd

- *Repenser sa conformité sous l'angle de la gouvernance*
- *D'intégrer le volet conformité au SMSI*

La certification ISO27001 est un prérequis pour certifier son PIMS



La certification ISO27701 n'est pas une certification RGPD.

Ce n'est pas un projet juridique mais organisationnel

*Il est impératif maîtriser les normes ISO27001 et ISO27002 pour manier l'ISO27701*

### **Extension** des normes ISO27001 et ISO27002

- Apporte des **spécifications aux exigences de l'ISO27001**
- Ajoute des **recommandations spécifiques et supplémentaires aux mesures de l'ISO27002**
- Implique un **SMSI** sur l'ensemble du périmètre du **PIMS**
  - Mais pas nécessairement un périmètre confondu
- S'adresse à tout type d'organisme
  - Privé ou public,
  - **Responsable de traitement et Sous-traitant**

## Structure du document

Respecte le HLS (*High Level Structure*) des normes ISO dédiées aux systèmes de management

- Avant-propos
- Introduction
- 1. Domaine d'application
- 2. Références normatives
- 3. Termes, définitions et abréviations
- 4. Généralités
- 5. Exigences** spécifiques au PIMS liées à l'ISO27001
- 6. Recommandations spécifiques au PIMS** liées à l'ISO27002
- 7. Recommandations supplémentaires pour les RT**
- 8. Recommandations supplémentaires pour les ST**
- Annexes

## Structure du document

### Annexes

**Annexe A (normative) : Objectifs et mesures de référence spécifiques au PIMS (responsables de traitement)**

**Annexe B (normative) : Objectifs et mesures de référence spécifiques au PIMS (sous-traitants)**

Annexe C (informative) : Correspondance avec l'ISO/IEC 29100

**Annexe D (informative) : Correspondance avec le Règlement général sur la protection des données**

Annexe E (informative) : Correspondance avec l'ISO/IEC 27018 et l'ISO/IEC 29151

**Annexe F (informative) : Comment appliquer l'ISO/IEC 27701 à l'ISO/IEC 27001 et l'ISO/IEC 27002**

Bibliographie

### Articulation avec les normes ISO27001 et ISO27002

Dans le corps des normes ISO27001 et ISO27002

- Remplacer « sécurité de l'information »
  - par « **sécurité de l'information et protection de la vie privée** »

**Article 5** précise certaines exigences de l'ISO27001

**Article 6** complète certaines recommandations de l'ISO27002

**Article 7** ajoute de nouvelles recommandations à destination des **RT**

**Article 8** ajoute de nouvelles recommandations à destination des **ST**

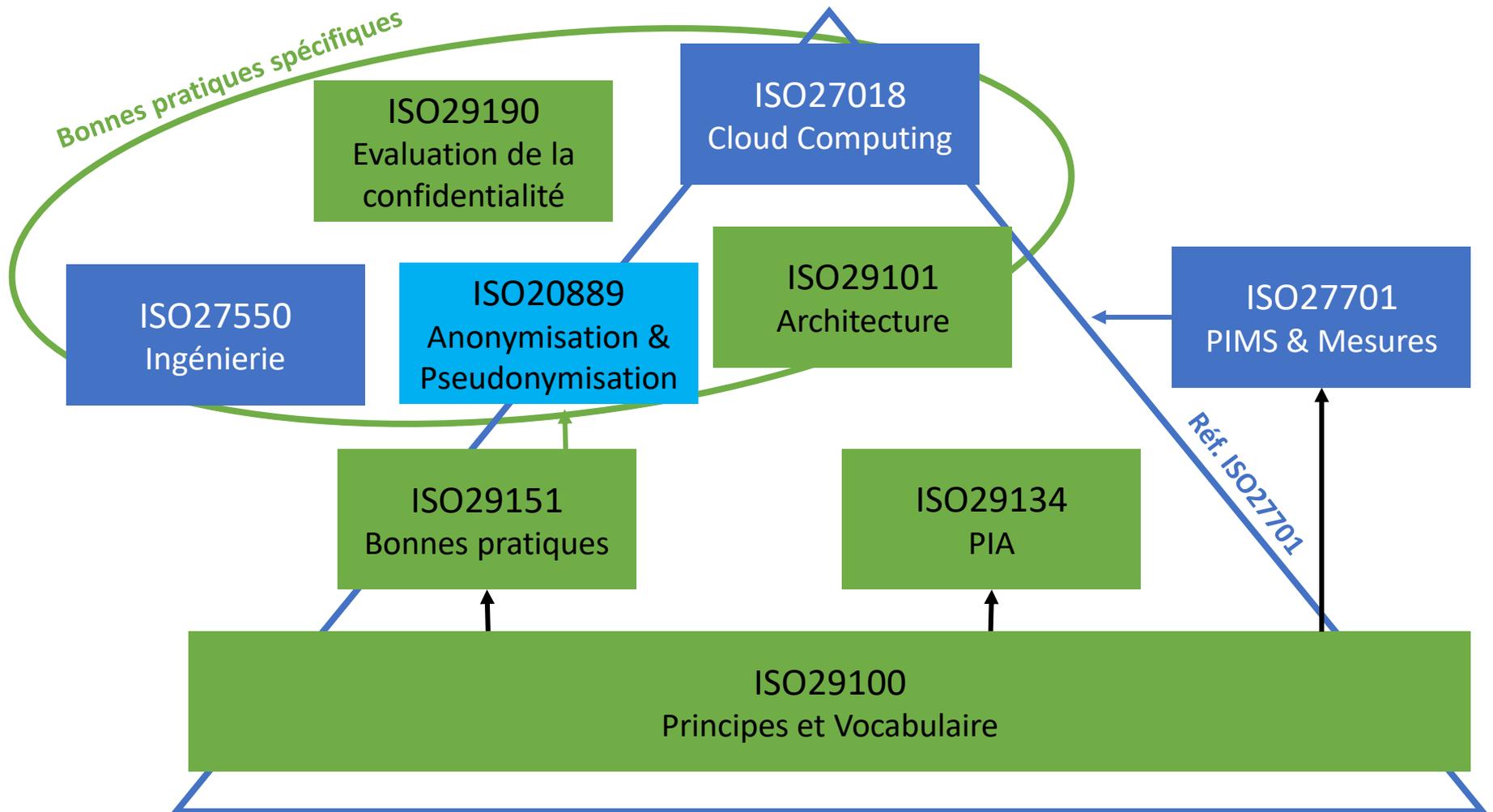
### Articulation avec les normes ISO27001 et ISO27002

- Article 5** précise certaines exigences de l'ISO27001  **Exigences Gouvernance**
- Article 6** complète certaines recommandations de l'ISO27002  **Recommandations Sécurité des données**
- Article 7** ajoute de nouvelles recommandations à destination des **RT**
- Article 8** ajoute de nouvelles recommandations à destination des **ST**  **Recommandations Protection de la vie privée**

# Norme ISO27701

3 & 4

Articulation avec les  
autres normes  
& le RGPD



### Quid de la norme ISO27018

*ISO/IEC 27018:2014*

*Technologies de l'information – Techniques de sécurité*

*Code de bonnes pratiques pour la protection des informations personnelles identifiables (PII) dans l'informatique en nuage public agissant comme processeur de PII*

- Déclinaison des normes :
  - ISO 17788 (cadre et vocabulaire du *Cloud*),
  - ISO 27002 (bonnes pratiques de sécurité de l'information)
  - ISO 29100 (principes de protection de la vie privée).
- Mesures recommandées pour un fournisseur de *cloud computing* hébergeant des DCP pour le compte d'un RT
- Ne traite pas de la gouvernance chez l'hébergeur

### Quid de la norme ISO27018

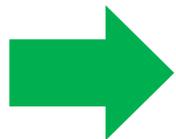
La norme ISO27701 :

- **Reprend le contenu** de la norme ISO27018 à son article 8 consacré aux sous-traitants
- **Met à jour** les dispositions de l'ISO27018
- Est d'application **plus large** que la norme ISO27018

La norme ISO27018 va-t-elle :

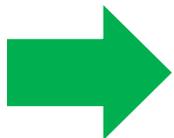
- Être absorbée par l'ISO27701 et devenir caduque ?
- S'articuler avec l'ISO27701 ?

- Plusieurs autorités de protection des données ont participé aux groupes de travail de l'ISO :
  - Allemagne, France, Italie, Etats-Unis, Canada, Australie, Asie...
  - Les experts de la **CNIL** participent à chaque session.
- De nombreuses contributions ont été déposées via la liaison officielle entre le **CEPD** et l'ISO :
  - L'objectif est d'intégrer les concepts européens dans les normes internationales.



La norme ISO 27701 est compatible avec les grands textes de protection des données personnelles, dont le RGPD.

- L'organisme de normalisation européen (**CEN/CLC**) dispose d'un groupe de travail dédié « vie privée » :
  - Adoption de la norme ISO 27701 au niveau européen
  - Volonté de travailler avec le CEPD et ses membres, notamment sur les critères de certification du RGPD (art. 42)
- Il y a une concordance de **vocabulaire** entre l'ISO27701, l'ISO29100 et le RGPD.
- L'ISO27701 est soumise à une enquête publique pour devenir une **norme française homologuée (NF)**



Vers une certification RGPD s'appuyant sur la norme ISO27701 ?

## L'annexe D - Articulation ISO 27701 & RGPD

- Correspondance indicative avec les Articles 5 à 49 du RGPD.
  - à l'exclusion de l'article 43 sur les Organismes de certification
- Montre comment la conformité aux exigences et aux mesures de l'ISO 27701 **peut être pertinente** pour satisfaire aux obligations du RGPD.



Purement indicatif : conformément aux articles de l'ISO 27701, il incombe aux organisations d'évaluer leurs obligations légales et de décider comment s'y conformer.

## Et la certification RGPD ?

L'ISO 27701 a une portée mondiale et elle n'est pas spécifique au RGPD.

Le RGPD (art.42) intègre la possibilité de **certifications** orientées « biens et services » plutôt que « système de management »

⇒ L'ISO 27701 n'est pas une certification au sens Art.42 du RGPD mais :

- Elle présente l'état de l'art en protection de la vie privée
- Elle permet de monter en **maturité** et de **démontrer** une démarche active de protection des DCP
- Son système de management englobe les services et prévoit les PIA
- La CNIL et le CEN réfléchissent à son adaptation au cadre de l'Art.42



Une certification RGPD pourrait s'appuyer sur un système de management certifié ISO27701.

## Les atouts de la norme pour sa conformité au RGPD

- Adopter une démarche de **gouvernance** de la protection de la vie privée
  - Approche systématique
  - Processus pérenne
  - Documentation et traçabilité
  - Surveillance et amélioration continue
- Intégrer les **exigences légales et réglementaires** applicables en matière de protection de la vie privée
- Répondre au principe d'**Accountability**

# Norme ISO27701

5

Les difficultés à  
l'implémentation  
d'un PIMS



1. La qualification de l'organisme
  - Ses rôles et responsabilité : RT, Co-RT ou ST
2. L'intégration à l'existant
3. La documentation
4. L'appréciation des risques
5. L'appréhension des articles 7 et 8 de la normes
  - Volet « juridique »



## La qualification

Définir des rôles et responsabilités de l'organisme sur le périmètre du PIMS

- **Responsable de traitement, Co-responsable ou Sous-traitant ?**
- Ne pas s'emmêler dans la sélection des mesures
- Bien penser son périmètre pour limiter cette complexité

### L'intégration à l'existant



Articulation du PIMS avec le SMSI

- **Les périmètres sont-ils confondus ?**
  - Oui : possibilité de refondre les processus et la documentation existante pour intégrer les exigences et mesures liées au PIMS.
  - Non : créer une extension des processus et de la documentation existante avec un système de renvoi.
    - Le PIMS est un SMSI amélioré sur un périmètre restreint.



## La documentation

- L'implémentation d'un PIMS induit une forte documentation en matière de gestion des DCP. Et d'enrichir la documentation liée au SMSI
  - **Trouver le juste milieu** entre :
    - Trop de documentation, trop de détail, trop théorique
    - Et pas assez de documentation et de traçabilité pour assurer la pérennité du SM et satisfaire les auditeurs

- **Domaine d'application du PIMS**
- **Politique de sécurité de l'information et de protection de la vie privée**
- **Objectifs liés à la sécurité de l'information et à la protection de la vie privée**
- Informations sur le processus d'AdR et de PTR
- **DdA**
- **PTR**
- Résultats des processus d'AdR et PTR
- Documents de preuve des compétences des personnels
- Information permettant d'avoir l'assurance que les processus ont été suivis comme prévus
- Preuves des résultats de la surveillance et des mesures
- Preuves de mise en œuvre des programmes d'audit et les résultats d'audit
- Nature des non-conformités et de toute action subséquente
- Résultats des actions correctives
- **Résultats des revues de direction**
- Informations que l'organisation juge nécessaires à l'efficacité du PIMS

- Fiche de poste et **Désignation du DPO**
- Cartographie des données
- Cartographie des flux
- **Registre des traitements**
- Etudes préalables et **PIA (AIVP)**
- Procédure de gestion des violations de données
- **Documentation des violations de données**
- Procédure de gestion des droits
- Liste des sous-traitants et co-responsables, **contrats et accords** associés
- **Documentation liées aux transferts hors UE**
- **Mentions légales d'information des personnes**
- Enregistrements liés au consentement
- Documentation liée à la sensibilisation du personnel
- Bilan annuels du DPO

## L'appréciation des risques

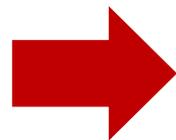


### 2 volets :

- Appréciation des risques de sécurité de l'information
- Appréciation des risques sur la vie privée

### & 2 échelles : évaluer les conséquences potentielles :

- pour l'organisation
- pour les personnes concernées



Qu'est que le risque sur la vie privée ?

### Notion de risque sur la vie privée

- Pas d'impact DIC(A)
- Mais des atteintes aux principes fondamentaux de la protection de la vie privée

#### Exemple :

- Atteinte aux principes fondamentaux de transparence des traitements, de minimisation des données
- Atteinte aux droits des personnes concernées tel que le droit d'accès, de rectification ou à l'effacement

### Comment apprécier le risque sur la vie privée ?

- Pas d'impact en DIC sur les DCP.
- Mais des **atteintes aux principes fondamentaux**.
- Des **conséquences potentielles** pour l'**organisation**
- Et des **conséquences potentielles** pour les **PC**
- La **vraisemblance** dépend peu de la facilité d'exploitation.
- Eventuellement de la **probabilité d'occurrence**.

### Est-ce pertinent d'apprécier les risques sur la vie privée ?

#### Norme ISO29134 (6.4.4.1 NOTE)

Identification des risques :

*« Ces possibilités de non-application ou d'application incorrecte des droits fondamentaux ne peuvent qu'être vérifiées et améliorées. Il est en effet impossible de ne pas appliquer ces droits fondamentaux. »*

#### (6.4.3, 7.4 et 7.5.5)

Prévoit un volet dédié à l'Analyse de la conformité

#### Outils PIA CNIL

Le volet « Principes fondamentaux »

- Ne fait pas l'objet d'une appréciation/valorisation
- Description des moyens mis en œuvre pour respecter les principes

### Comment apprécier un risque lié à une non-conformité ?

1. Je ne valorise pas.

- **Choix binaire** : Soit ma pratique est conforme soit elle ne l'ai pas.

1. Je valorise.

- Notamment en fonction des conséquences pour les droits et libertés des personnes.
- Permet de prioriser les non-conformités et de faciliter mes choix à venir dans le cadre du Plan de traitement des risques.
- Exemple :

Conforme	Remarques	NC Mineures	NC Majeures
----------	-----------	-------------	-------------

### Quid du scénario d'incident pour les risques sur la vie privée ?

S'éloigner du concept

#### Proposition

- Mesures de protection de la vie privée existantes
- Atteintes aux principes fondamentaux constatés
- Traitements de DCP impactés
- Référence Légale et Réglementaire
- Non-conformité

Mesures de protection de la vie privée existantes	Mise en ô	Atteintes constatées	TDCP impactés	Réf. LR & N	NC

### Conséquences pour les personnes concernées

Exemple d'échelle (inspirée des outils de la CNIL)

Niveau	Conséquences sur les personnes concernées
1-Insignifiant	Les PC ne seront pas affectées ou pourraient rencontrer quelques inconvénients mineurs (perte de temps , simple contrariété...)
2-Limité	Les PC pourraient rencontrer des inconvénients qu'elles seraient capables de surmonter sans difficulté (complexification de démarches administratives, frais mineurs, ...) Peut avoir conséquences insignifiantes pour un nombre massif de PC
3-Signifiant	Les PC pourraient subir des conséquences significatives qu'elles seraient capables de surmonter mais avec difficultés (frais supplémentaires, refus d'accès à des prestations commerciales, peur, affection physique ou psychologique mineure, etc...) Peut avoir conséquences limitées pour un nombre massif de PC
4-Maximum	Les PC pourraient rencontrer des conséquences significatives, voire irréversibles ou insurmontables (détournements d'argent, interdiction bancaire, dégradation de biens, perte d'emploi, assignation en justice, affection physique ou psychologique grave...) Peut avoir conséquences significatives pour un nombre massif de PC

### Appréhension des articles 7 et 8 de la norme

Ils permettent de couvrir l'essentiel des exigences légales et réglementaires européennes en matière de protection des DCP.

Implique :

- Des compétences juridiques, en tout état de cause, en protection des DCP
- Une culture du risque et du système de management adaptée à la conformité



L'implémentation d'un PIMS n'est pas un projet juridique

### Rappel des principales exigences du RGPD

#### 6 principes fondamentaux

- Licéité, loyauté et transparence
- Limitation des finalités
- Minimisation des données
- Exactitude des données
- Limitation des durées de conservation
- Intégrité et confidentialité des données

#### Gouvernance de la protection

- Qualification de l'organisme
- Désignation d'un DPO (rôles et responsabilité)
- Privacy by design & by default*
- PIA (Gestion de projet)
- Gestion des partenaires
- Gestion des transferts de données
- Accountability*
- Registre des traitements (gestion de la documentation)

#### Droits des personnes concernées

- Droit à l'information
- D'accès
- De rectification et de retrait du consentement
- De rectification
- D'opposition
- A l'effacement
- A la limitation
- À la portabilité
- De ne pas faire l'objet d'une décision fondée exclusivement sur un traitement automatisé

### 6 principes fondamentaux

<b>Licéité, loyauté et transparence</b>	7.2.2 Identifier le fondement juridique 7.2.3 Déterminer quant et comment le consentement doit être obtenu 7.2.4 Obtenir et enregistrer le consentement
<b>Limitation des finalités</b>	7.2.1 Identifier et documenter la finalité
<b>Minimisation des données</b>	7.4.1 Limiter la collecte 7.4.2 Limiter le traitement 7.4.4 Objectifs de minimisation des DCP
<b>Exactitude des données</b>	7.4.3 Exactitude et qualité
<b>Limitation des durées de conservation</b>	7.4.5 Dé-identification et suppression des DCP à la fin du traitement 7.4.6 Fichiers temporaires 7.4.7 Conservation 7.4.8 Mise au rebut
<b>Intégrité et confidentialité</b>	6.2 à 6.14

### Gouvernance de la protection des données

<b>Qualification de l'organisme</b>	5.2.1 Compréhension de l'organisation et de son contexte
<b>Désignation d'un DPO</b>	6.3.1.1 Fonctions et responsabilités liées à la sécurité de l'information
<b><i>Privacy by design &amp; by default</i></b>	7.4 Protection de la vie privée dès la conception et protection de la vie privée
<b>Gestion des partenaires</b>	7.2.6 Contrats conclus avec les sous-traitants 7.2.7 Responsable conjoint de traitement
<b>Gestion des transferts de données</b>	7.4.9 Mesures de transmission des DCP 7.5 Partage, transfert et divulgation des DCP
<b><i>Accountability</i></b>	Le PIMS
<b>Registre des traitements</b>	7.2.8 Enregistrements liés au traitement des DCP
<b><i>PIA</i></b>	7.2.5 Etude de l'impact sur la vie privée

### Droits des personnes concernées

<b>Droit à l'information</b>	7.3.2 Déterminer les informations destinées aux personnes concernées 7.3.3 Fournir des informations aux personnes concernées
<b>D'accès</b>	7.3.6 Accès, rectification et/ou suppression
<b>De rectification</b>	7.3.7 Obligation d'information des tiers des RT de DCP
<b>A l'effacement</b>	7.3.8 Fourniture de copies des DCP traitées
<b>De rectification et de retrait du consentement</b>	7.3.4 Fournir un mécanisme permettant de modifier ou de retirer le consentement
<b>D'opposition</b>	7.3.5 Fournir un mécanisme permettant de s'opposer au traitement des DCP

### Droits des personnes concernées

<b>A la limitation</b>	X
<b>À la portabilité</b>	7.3.8 Fourniture de copies des DCP traitées
<b>De ne pas faire l'objet d'une décision fondée exclusivement sur un traitement automatisé</b>	7.3.10 Prise de décision automatisée
<b>Gestion globale des droits</b>	7.3.9 Gestion des demandes

### Les obligations à la charge des sous-traitants

(Art. 8)

- Contenu du contrat client
- Respect des finalités
- Utilisation à des fins de prospection et de publicité
- Appréhension des instructions illicites
- Assistance au client
- Enregistrements liés au traitement (Registre)
- Gestion des métadonnées
- Restriction, transfert et mise au rebut des DCP
- Sécurité lors des transmissions de DCP
- Gestion des partage, transfert et divulgation des DCP



Les recommandations de l'art. 6 s'appliquent également aux sous-traitants

# Norme ISO27701

Conclusion

Ce qu'il faut retenir

## Ce qu'il faut retenir



- ✓ Une norme qui a de l'avenir
  - Atout business,
  - Certification internationalement reconnue
  - Vers une certification RGPD ?
- ✓ Permet une approche par le risque et d'intégrer la gouvernance
  - **Accountability**
- ✓ Offre des billes opérationnelles pour appréhender la protection de la vie privée

## Ce qu'il faut retenir



- ✗ La **certification ISO27001** est un prérequis
- ✗ Difficile articulation entre le SMSI et le PIMS
- ✗ La certification ISO27701 porte sur un **système de management**
  - et pas un service, ni un produit ni même un traitement de DCP
- ✗ Ce n'est **pas une certification RGPD**.
- ✗ La qualification de l'organisme est primordiale
  - Responsable de traitement, co-responsable, sous-traitant ?
- ✗ L'appréciation des risques est complexe
- ✗ L'implémentation d'un PIMS et la certification ne sont **pas un projet juridique**

# Merci

Club 27001  
Réunion Parisienne  
21 janvier 2021

**Amélie PAGET**  
Apaget.consultant@gmail.com

